

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

19/11/2018

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

2018-KKP-1624

1. Intitulé du projet

Projet de restauration écomorphologique, de gestion du transport solide et de lutte contre les risques d'inondation sur le bassin versant des Dranses : sous bassin versant de la Basse Dranse

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC)

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Mme. PFLIEGER Géraldine, Présidente

RCS / SIRET

2 5 7 4 0 2 5 6 0 0 0 0 2 9

Forme juridique

EP Syndicat mixte fermé

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
10° Canalisation et régularisation des cours d'eau	- 3.1.1.0 : Ouvrages et épis constituant un obstacle à l'écoulement des crues (A)
24°b) Système d'assainissement situé dans un espace remarquable du littoral	- 3.1.2.0 : Modification du profil en long et en travers du lit mineur du cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m (création de bras secondaires) (A)
25° b) Entretien d'un cours d'eau à l'exclusion de l'entretien réalisé par le propriétaire riverain	- 3.1.4.0 : Protection de berges par des techniques autres que végétales vivantes (A)
	- 3.1.5.0 : Travaux dans le lit mineur de nature à détruire les frayères (A)
	- 3.2.1.0 : Entretien de cours d'eau avec extraction de sédiments (A)
	- 3.2.6.0 : Ouvrages construits en vue de prévenir les inondations (A)

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet prévoit les aménagements suivants :

- Redynamisation de l'espace alluvial et restauration de l'espace de bon fonctionnement du cours d'eau par un élargissement de la bande active du cours d'eau jusqu'à 40 m, la réactivation de bras secondaires de l'ordre de 4000 ml et la réinjection d'environ 170 000 m³ de matériaux dans les zones incisées.
- Redynamisation des milieux pionniers par le déboisement et le griffage d'une surface de l'ordre de 24 ha et la restauration de terrasses alluviales
- Restauration et confortement des berges par la mise en œuvre de protections mixtes (de l'ordre de 1300 ml), la création de protections en génie végétal (de l'ordre de 600 ml), la création de 4 épis déflecteurs pour protéger les infrastructures routières (RD902), stabilisation du fond de lit en aval du seuil de Vongy (mise en place d'une rampe en enrochements, sur environ 300 ml), réhausse de la digue de protection au droit de la maison de l'APEI en rive gauche sur une longueur inférieure à 100 ml.
- Gestion et traitement des espèces exotiques envahissantes : 9000 m² de Renouée du Japon et 33000 m² de Buddléia de David
- Déplacement et remplacement de 150 ml de canalisations d'eaux usées et remplacement du poste de relevage de la station d'épuration de Thonon-les-Bains

4.2 Objectifs du projet

Depuis le 1er janvier 2018, la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) attribue aux collectivités territoriales la compétence de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI). L'entretien et la restauration des cours d'eau et des ouvrages de protection incombent désormais aux EPCI FP tels que les communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles. Pour autant, les communes et leurs EPCI FP peuvent se regrouper, afin d'exercer cette compétence à l'échelle des bassins versants, et ainsi mieux répondre aux enjeux de la gestion de l'eau et des risques d'inondation. En mai 2015, une crue évaluée à une occurrence trentennale a rappelé la vulnérabilité de certaines communes du bassin versant des Dranses et l'urgence de la mise en œuvre d'interventions afin de lutter efficacement contre les risques d'inondations. Cet événement a mis en évidence des dysfonctionnements liés notamment à l'hydromorphologie des cours d'eau et au transport sédimentaire. Dans ce contexte, une délégation partielle de la compétence GEMAPI est en cours de transmission au Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais. La structure a souhaité porter des études visant à compléter la connaissance des cours d'eau, de définir des enjeux locaux afin d'aboutir à un programme d'actions en termes de dynamique hydromorphologique, gestion des boisements de berge et gestion du transport solide des cours d'eau. Les actions envisagées permettent d'atteindre un équilibre sédimentaire (lissage des phénomènes d'exhaussement et de déficit), de gérer les points de blocages du transit sédimentaire et des écoulements d'eau et de restaurer l'espace de divagation du cours d'eau et le fonctionnement écologique des milieux riverains. Ces opérations permettront de gérer efficacement le risque inondation sur l'ensemble du bassin.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux du projet d'aménagement seront réalisés selon la chronologie suivante :

1. Préparation des zones de chantier : emprise chantier, pistes de circulation, débroussaillage, déboisement et dérivation des eaux, gestion des espèces invasives ;
2. Terrassements sur l'ensemble du linéaire, mouvements et gestion des terres, création et réactivation de bras secondaires, griffage de bancs pour favoriser la dynamique latérale du cours d'eau ;
3. Mise en œuvre des protections de berges (mixtes et végétales), modelages fins, aménagements écologiques et paysagers, remise en état des terrains dans l'emprise du chantier.
4. Mise en œuvre de la rampe au droit du seuil de Vongy, réhausse de la digue au droit de l'APEI et mise en œuvre des épis déflecteurs au niveau du pied de versant de la RD902 .
5. Déplacement et remplacement de la canalisation gravitaire de la STEP et remplacement du poste de relevage

Concernant les opérations de terrassements, celles-ci comprendront l'extraction ou la mise en œuvre des matériaux, le chargement, les reprises intermédiaires, le transport, le tri des matériaux, la mise à pied d'œuvre sur les zones de remblais ou sur les zones de stockage provisoire ainsi que la réinjection d'une partie des matériaux dans le lit de la Dranse et au niveau du delta. Notons que les zones situées sous les dépôts (définitifs et provisoires), feront l'objet d'un décapage de terre végétale.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Les principes de gestion et d'entretien ne sont pas complètement arrêtés. Ils feront l'objet d'un plan de gestion (rendu fin 2018). Plusieurs principes seront intégrés :

- Contrôle et surveillance sur l'ensemble du linéaire et sur les zones de régulation :

* En temps normal, il sera nécessaire de s'assurer (inspection visuelle périodique) que le cours d'eau divague sur l'ensemble de son lit, au gré des crues morphogènes, et qu'il mobilise les matériaux nécessaires à l'équilibre sédimentaire. De plus, il conviendra de vérifier qu'il n'y a pas de dégradation des protections de berges. Par ailleurs, l'amont du secteur étant en grande partie boisé, une attention particulière devra être portée à la présence de corps flottants au droit des différents ouvrages de franchissement.

* En fonction de l'évolution du système, des opérations ponctuelles de rajeunissement de la végétation pourront être réalisées afin de favoriser la dynamique écologique (habitats, végétation spécifique,...).

-Opérations de gestion sédimentaire :

* Suivi de l'évolution morphologique du cours d'eau
* Suivant l'évolution du système, des opérations ponctuelles d'entretien pourront être conduites sur les secteurs les plus critiques afin de garantir le bon fonctionnement hydrodynamique et sédimentaire du cours d'eau. Elles consisteront en le griffage des bancs de sédiments, l'essartement de la végétation, la création d'encoches d'érosion ainsi que le prélèvement la réinjection de matériaux sur les tronçons les plus incisés.

* Au niveau des protections, les éventuelles érosions/déstabilisations de berge pourront être traitées à cette occasion.

-Suivi écologique :

* Suivi de l'évolution du cortège floristique des berges et du benthos par des protocoles normalisés (IBGN, SSM,...)

* Mise en œuvre d'opérations ponctuelles de rajeunissement du milieu (débroussaillage) et de gestion des embâcles

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

- Autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, le projet est soumis à une autorisation environnementale.
- Déclaration d'Intérêt Général au titre du code rural et de la pêche maritime (L.151-36) et du code de l'environnement (L.211-7)

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Déboisement et essartement.....	S = 24 ha
Déblais.....	V = environ 200 000 m3
Remblais.....	V = environ 170 000 m3
Réinjection de matériaux à l'aval du delta, valorisation et évacuation de matériaux.....	V réinj.=10000 m3; V évac.=20000 m3
Protections de berges mixtes et végétales.....	Lmixtes = 1 300 ml ; Lvégé = 600 ml
Réhausse digue existante et épis déflecteurs.....	Ldigue <100 ml ; Lépis = 20 ml
Rampe en enrochements à l'aval du seuil de Vongy et stabilisation du profil en long.....	L=300 ml
Déplacement et remplacement canalisation de la STEP + poste de refoulement	L=150 ml

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

Communes de Thonon-les-Bains,
Marin et Publier (Haute-Savoie 74) -
cours d'eau de "la Basse Dranse"

Coordonnées géographiques¹

Long. __° __' __" _ Lat. __° __' __" _

Pour les catégories 5° a), 6° a), b)
et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d),
10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°,
38° ; 43° a), b) de l'annexe à
l'article R. 122-2 du code de
l'environnement :

Point de départ :

Long. 06° 30' 36" E Lat. 46° 21' 57" N

Point d'arrivée :

Long. 06° 31' 08" _ Lat. 46° 24' 16" N

Communes traversées :

Thonon-les-Bains, Marin et Publier (Haute-Savoie 74)

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation
environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

NEANT

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les
différentes composantes de votre projet et
indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe en totalité d'une ZNIEFF de type I : "la Dranse du Pont de Bioge au lac Léman". Il se situe à proximité (300 m) de trois ZNIEFF de type II : "Lac Léman" (300 m), Zones humides du Bas Chablais (350 m) et "Zones humides du pays de Gavot" (1,9 km)
En zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les communes concernées par le projet sont situées dans le massif du Chablais, massif montagneux des Préalpes françaises du nord et suisses.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	NEANT
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les communes de Thonon-les-Bains et de Publier sont classées en zone littorale au titre des communes riveraines d'un lac de plus de 1000 ha. En outre, le projet se situe en partie sur un espace remarquable du littoral (L.121-23 du code de l'urbanisme)
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une partie du projet se situe au sein de la Réserve Naturelle Nationale du delta de la Dranse. Les opérations projetées au droit de la réserve ont été définies conjointement avec le gestionnaire (Conservatoire des Espaces Naturels de Haute-Savoie). Il a été, à ce titre, intégré aux différents comités de pilotage du projet.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe sur un territoire couvert par le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement en Haute-Savoie approuvé par arrêté le 06/05/2015. Les communes de Thonon-les-Bains et de Publier sont concernées par des infrastructures de transports terrestres (RD1005) classées au sein du PPBE.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas au sein d'un périmètre de protection de monument historique. Toutefois, il se situe à proximité du monument historique classé "Chapelle Saint-Etienne de Marin" (750 m).
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe en totalité au sein de la zone RAMSAR "Rives du lac Léman" et des zones humides classées à l'inventaire départemental "Dranse alluviale au delta" (n° 74ASTERS1404) et "Dranse alluviale amont Vongy" (n°74ASTERS1802)

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les communes de Thonon-les-Bains, de Marin et de Publier sont concernées par un PPRN pour les risques inondation par crue torrentielle ou à montée rapide des cours et de mouvement de terrain approuvé le 27/12/2007. Aucun PPRT ne couvre les trois communes concernées par le projet.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	4 sites et sols pollués sont situés à proximité du projet : ancienne centrale d'enrobage (80 m), décharge de Vongy (60 m), Favrat Paul SARL (170 m) (Thonon-les-Bains) et Metal X (90 m) (Publier). Toutefois, il est à noter que les emprises de terrassement excluent en totalité ces zones polluées.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	NEANT
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est situé à proximité des captages des Ilages. Toutefois, ces installations ne sont, actuellement, pas utilisées pour l'alimentation en eau potable et ne sont pas en fonctionnement. Aucun périmètre de protection n'a été défini pour ces installations. Par conséquent, le projet n'est pas concerné par des périmètres de protection de captage d'eau destiné à la consommation humaine ou à la production d'eau minérale naturelle.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se situe à 500 m du site inscrit du "Château de Thuysset et ses abords"
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe en partie au sein de la ZSC intitulée "Delta de la Dranse" (n° FR8201719) et à proximité d'un SIC (650m) " Lac Léman" (n°FR8202009) et d'une ZSC (2,5 km) "Plateau de Gavot" (n°FR8201723) Le projet se situe au sein de la ZPS "Delta de la Dranse" (n°FR8210018) et à proximité de la ZPS (650 m) "Lac Léman" (n°FR8212020)
D'un site classé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe à proximité immédiate du site classé "Domaine de Ripaille"

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas susceptible d'engendrer des prélèvements d'eau. L'impact du projet est donc nul.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet prévoit le terrassement du lit avec la réinjection de matériaux sur les secteurs déficitaires. Ainsi, il peut ponctuellement impacter les écoulements de la nappe d'accompagnement de la Dranse. Un des objectifs du projet étant de limiter l'incision, par réinjection de matériaux et en favorisant la divagation du cours d'eau sur l'ensemble du lit, il n'entraînera pas à long terme de drainage de la nappe d'accompagnement et favorisera une rehausse très ponctuelle de la nappe (<50 cm).
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet a pour objectif d'équilibrer le plus possible le volume de déblais et de remblais issus des travaux de terrassement. Bien qu'une partie des matériaux déblayés soit réinjectée dans le lit mineur (recharge sédimentaire), un excédent de matériaux sera produit. Les études ne permettent pas à l'heure actuelle de préciser finement le volume de matériaux excédentaires. Nous prévoyons un volume excédentaire de matériaux de l'ordre de 20 000 m3 sur 200 000 m3 de matériaux terrassés.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet prévoit un excédent de matériaux de l'ordre de 20 000 m3.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet prévoit des aménagements susceptibles de perturber, dégrader et détruire la biodiversité existante (essartement, terrassement, ...). Les inventaires faune-flore réalisés au droit de la zone d'étude et les données bibliographiques ont montré la présence d'un certain nombre d'espèces présentant des enjeux de conservation importants (Castor, Sonneur à ventre jaune,...). Si la réalisation des aménagements se situe dans un habitat présentant des enjeux au minimum modérés (potentialités faibles à modérées de présence d'espèces patrimoniales), des mesures seront appliquées afin de réduire voire annuler ces incidences
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site d'étude est en partie situé au sein du site Natura 2000 du Delta de la Dranse qui regroupe une ZPS n° FR8210018 et une ZSC n° FR8201719. Le projet prévoit un essartement et un terrassement (déblais et réinjection) important de la zone et la mise en œuvre de protections de berges (génie végétal essentiellement). Dans le cadre de ces travaux, le projet est susceptible d'avoir un impact sur un habitat / espèce inscrite au FSD (Pelouses sèches à Brome, Forêts à aulnes et frênes, Castor, Sonneur à ventre jaune). Afin de réduire et d'annuler ces impacts potentiels, des mesures seront prises notamment : travaux hors période de nidification et de ponte, évitement et conservation des boisements d'aulnes et des pelouses sèches,...

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est situé en tout ou partie au sein d'un espace remarquable du littoral, de zones humides classées à l'inventaire départemental, de zones humides classées RAMSAR, de zones Natura 2000 (ZSC et ZPS), de ZNIEFF (I et II), d'une Réserve Naturelle Nationale et en bordure immédiate d'un site classé. De par les aménagements envisagés, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur ces milieux (essartement, terrassement, mise en place de protections de berges,...). Afin de réduire les impacts, un ensemble de mesures sera appliqué pour répondre aux différents enjeux de ces zones.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendre une faible consommation d'espaces forestiers de par l'élargissement de l'espace alluvial et la mise en eaux de chenaux secondaires. En contrepartie, le projet permet de créer de nouvelles zones favorables à l'installation de milieux pionniers et de boisements alluviaux (redynamisation de l'espace alluvial, protections de berges en génie végétal,...). Il favorise également la restauration de milieux humides (reconnexion des milieux avec le lit mineur, création de zones d'expansion des crues,...). Aucun espace agricole et/ou maritime ne sera consommé.
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet d'aménagement n'est pas concerné par des risques technologiques. Par conséquent, l'impact du projet est donc nul.
Risques	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est concerné par le risque inondation et crue torrentielle. L'objectif principal du projet est l'amélioration du niveau de protection du risque inondation et crue torrentielle sur l'ensemble de la Basse Dranse.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'engendre pas de risque sanitaire. L'impact est donc nul.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendre durant la phase travaux des trafics liés au déplacement des engins de chantiers, des poids lourds et des véhicules de service. En phase exploitation aucun trafic n'est attendu excepté dans le cadre d'opérations d'entretien ponctuelles (prélèvements de matériaux, débroussaillage, essartement, griffage des bancs...)
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	La phase travaux peut engendrer des nuisances sonores liées : - au fonctionnement des engins (moteurs, alarme de recul, klaxon,...) ; - des activités de débroussaillage et de déboisement ; - des opérations de terrassement. Toutefois, ces perturbations ne seront présentes qu'en période diurne, limitant ainsi les désagréments des riverains. En phase exploitation, des nuisances similaires peuvent être produites lors des opérations d'entretien.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La phase travaux est susceptible d'engendrer des nuisances olfactives liées notamment aux émissions de gaz d'échappement. Toutefois, les gênes occasionnées seront temporaires et ne devraient pas avoir d'impact significatif si les matériels sont bien entretenus et répondent aux normes du constructeur. En phase exploitation, des nuisances similaires peuvent être occasionnées lors des opérations d'entretien. Toutefois ces nuisances ne seront que ponctuelles.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En sus des nuisances sonores, la phase travaux est susceptible de générer des vibrations liées à la circulation des engins de chantiers et aux opérations de terrassement. En phase exploitation de telles nuisances seront générées lors des opérations d'entretien. Toutefois, elles demeureront négligeables au regard de la faible fréquence d'intervention.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase travaux, le projet peut engendrer des émissions lumineuses (engins de chantiers, projecteurs, ...). Toutefois, dans la mesure où les travaux seront réalisés en période diurne, l'incidence est négligeable.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase travaux et en phase exploitation, la qualité de l'air pourra être affectée via : - les émissions de gaz de combustion issues des engins de chantier et des véhicules du personnel de chantier et de la circulation sur les voiries; - les émissions de poussières liées à la mise en œuvre des matériaux, aux travaux de débroussaillage et de défrichage, aux opérations de terrassement ou aux passages des engins de chantier sur les pistes de circulation.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à engendrer des rejets liquides. Néanmoins, en phase travaux, des eaux usées seront produites liées notamment au fonctionnement de la base de vie (lavabos, douches, sanitaires, lavage des engins et des outils de chantiers,...). Les eaux seront récupérées, stockées et traitées (raccordement réseau assainissement, système autonome d'assainissement, ou enlèvement par société spécialisée,...). La phase exploitation n'est pas de nature à avoir de telles incidences.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	NEANT
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase travaux, le projet engendrera majoritairement la production de déchets inertes issus des terrassements. De plus, il engendrera des déchets liés à la base de vie.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas situé dans le périmètre d'un site classé ou inscrit ou à forte valeur patrimoniale. L'impact sur le patrimoine architectural, culturel ou archéologique est donc nul. Concernant le patrimoine paysager, le projet a un impact positif grâce à l'ouverture des milieux riverains et à la création de conditions favorables aux milieux pionniers. L'impact sur le paysage ne sera lié qu'à la présence des engins lors du chantier.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	NEANT

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

Les incidences du projet identifiées au paragraphe 6.1 du présent document sont susceptibles d'être cumulées avec les projets existants ou approuvés suivants :

- projet de protection de berge et exutoire des eaux pluviales (société des Eaux minérales d'Evian)
- projet de doublement de l'ouvrage de franchissement de la Dranse (Conseil Départemental 74)
- projet de centrale hydroélectrique au niveau du seuil de Vongy (SYANE)

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

Compte tenu de sa situation géographique et de la nature du projet envisagé, les incidences de ce dernier identifiées au paragraphe 6.1 du présent formulaire ne sont pas susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière.

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

- En phase travaux, toutes les mesures seront prises pour limiter l'impact du projet sur l'environnement et/ou la santé humaine :
- Aucun rejet direct réalisé dans le milieu naturel, signalétique de chantier, stockage des produits polluants, kit anti-pollution,...
 - Regroupement, stockage et recyclage des déchets de chantier réalisés conformément à la directive 1999/31/CE du 26/04/1999 ;
 - Aménagement d'une base de vie terrestre hors zone inondable avec suivi des conditions météorologiques pendant le chantier ;
 - Humidification des voies de circulation (en période sèche) pour limiter l'envol de poussières, nettoyage des roues des véhicules de chantier, limitation des hauteurs de chute dans les bennes, bâchage des camions,....
 - Conformité des matériels de chantier à la réglementation sur les objets bruyants, réalisation des travaux uniquement en jours ouvrés et en période diurne, limitation des vitesses, ...
 - Respect d'un planning de travaux excluant la période de sensibilité de la faune (notamment de l'avifaune) de avril à juillet ;
 - Conservation, pour partie, des boisements d'aulnes existants et rajeunissement des boisements, création de milieux pionniers ;
 - Favoriser et restaurer un espace de divagation suffisant permettant aux crues de façonner les milieux et de créer les conditions favorables à l'établissement de boisements d'aulnes et de milieux pionniers et permettre la reconnexion des ZH et du lit mineur
 - Traitement des zones concernées par des espèces envahissantes et lutte contre leur dissémination (notamment la renouée),
 - Évitement/déplacement des espèces patrimoniales, revégétalisation et plantations d'espèces locales adaptées

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Il ne semble pas nécessaire que le projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale notamment au regard :

- des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées pour réduire voir annuler les incidences sur les espèces naturelles à enjeux identifiées et potentiellement présentes ;
- de l'absence d'impacts négatifs du projet à long terme sur le milieu aquatique et les usages associés, le milieu physique, le milieu humain et le cadre socio-économique
- des objectifs poursuivis par le projet (gestion du risque inondation et protection de zones à enjeux forts) et des impacts positifs induits sur la sécurité publique, le tourisme, le paysage ainsi que le milieu naturel (ZH, milieux pionniers et boisements restaurés) ainsi que sur la dynamique alluviale (restauration de l'espace de divagation, amélioration de l'équilibre sédimentaire)

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
ANNEXE 7 : LISTE DES ESPECES FLORISTIQUES RECENSEES
ANNEXE 8 : LISTE DES ESPECES FLORISTIQUES RECENSEES SUR LA RESERVE NATURELLE NATIONALE
ANNEXE 9 : LISTE DES ESPECES FLORISTIQUES A STATUT POTENTIELLEMENT PRESENTES
ANNEXE 10 : LISTE DES ESPECES FAUNISTIQUES POTENTIELLEMENT PRESENTES
ANNEXE 11 : DESCRIPTIF DES TRAVAUX PROJETES
ANNEXE 12 : CARTOGRAPHIE DES HABITATS

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à Thonon-les-Bains

le, 13/11/2018

Signature



